

Forum : Forum sur la migration

Thématique : Existe-t-il des limites à la liberté de circulation ?

Nom du/de la Citoyen.ne : Paul Khlebnikov

<p>Situation familiale</p> <ul style="list-style-type: none"> • Marié/en couple ○ Célibataire • Avec enfants, si oui combien : 2 (10 et 16) 	<p>Niveau d'étude</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ Primaire ○ Secondaire • Universitaire
--	---

1. De quelle manière êtes-vous concerné.e par le sujet ?

À 50 ans, je suis CEO d'Archer Daniels Midland (ADM), un des plus grands groupes agroalimentaires au monde, spécialisé dans le commerce international de produits agricoles, leur transformation, la production d'ingrédients alimentaires pour humains et animaux et la bioénergie, basé à Chicago. Chaque jour, mes 40 000 employés, moi-même et mon entreprise nourrissons des centaines de millions de personnes partout dans le monde. Et pourtant, une grande partie de notre chaîne de production dépend directement des lois d'immigration et de la gestion des frontières.

La vérité est nette, selon le Department of Agriculture, près de 73 % des travailleurs agricoles aux États-Unis ne sont pas nés sur le sol américain, et environ la moitié sont en situation illégale. Cette entrée sans contrôle d'immigrants illégaux entraîne une concurrence déloyale avec pour cause le travail au noir. Cette concurrence entraîne à son tour une pression sur la baisse des salaires américains et des risques pour nos sites agroalimentaires qui sont des infrastructures critiques au fonctionnement de notre société.

D'après FAIR (FAIR – Federation for American Immigration Reform), notre nation débourse plus de 150 milliards de dollars par an aux contribuables entre éducation, santé, sécurité et aides sociales. Cet argent, ce sont mes impôts, ceux de mes enfants et de tous les jeunes Américains qui financent les coûts de cette immigration illégale. Cette somme absolument absurde et insoutenable est complètement injuste. C'est la preuve qu'il faut des limites fermes à la liberté de circulation.

Étant père et chef d'entreprise, je refuse de construire un avenir pour ma famille et mon entreprise sur des bases illégales. Rendre la liberté de circulation illimitée reviendrait à détruire notre économie, notre société et notre nation. Sans frontière forte, il n'y a ni sécurité, ni ordre, ni prospérité pour nos citoyens américains. Je supporte pleinement la vision de Donald Trump : America first. En la supportant, c'est aussi réguler ce qui entre chez nous. Les États-Unis doivent rester ouverts aux talents étrangers et aux travailleurs qui respectent la loi, mais fermer les portes à cette immigration sauvage qui menace notre économie, notre identité et notre nation.

2. Que proposez-vous à votre échelle ?

En tant que CEO, je suis constamment en réflexion sur des idées et propositions. Les miennes servent à encadrer et réguler cette immigration afin de protéger les intérêts de notre nation (travailleurs américains, notre économie, notre sécurité, etc.). Évidemment, l'immigration légale et contrôlée doit être encouragée, surtout dans les secteurs en manque de main-d'œuvre qualifiée. Alors que l'immigration illégale, qui sabote notre nation en mettant une pression sur nos systèmes sociaux, en baissant les salaires et en augmentant les risques de sécurité, ne devrait pas exister.

- L'imposition du E-Verify est essentielle dans notre marché du travail actuel. Le système fédéral qui permet de contrôler le statut légal des travailleurs n'est imposé que dans 22 États. Ce système permet de réduire l'embauche de travailleurs illégaux ; en Arizona, par exemple, les embauches d'illégaux ont chuté de 17 % depuis la mise en place de E-Verify (PPIC, 2020). Ici chez ADM, on s'engage déjà à l'utiliser pour 100 % de nos recrutements.
- Le secteur agricole a besoin de main-d'œuvre saisonnière, ce n'est pas un mythe. De nos jours, 40 % de cette main-d'œuvre est sans documents (USDA). Je propose des réformes pour les visas H-2A (agriculture) et H-2B (saisonnier non agricole) pour qu'ils soient plus rapides à obtenir, plus simples et plus contrôlés. Nous devons accueillir ces travailleurs, mais légalement, temporairement et avec un retour certain dans leur pays d'origine.
- L'investissement dans la mécanisation de cette agriculture est une nécessité. Aujourd'hui, moins de 2 % des Américains travaillent dans l'agriculture (USDA), contre 10 % il y a 70 ans. ADM investira dans des machines automatisées pour ses fermes et usines et dans la formation des Américains aux nouveaux métiers du secteur créés par cette modernisation. Cela crée de l'emploi qualifié et réduit la dépendance à cette main-d'œuvre illégale.
- Une coopération étroite avec les pays d'origine permettra de limiter le flux de migrants. En 2022, 55 % des migrants illégaux viennent d'Amérique centrale et du Mexique d'après le Pew Research Center. ADM propose d'investir dans des programmes agricoles locaux (ex. : Mexique, Honduras, Guatemala...) dans le but de fixer la population sur place. Ce qui réduira la pression migratoire et ouvrira un nouveau marché pour l'exportation de nos produits.
- Une tolérance zéro pour le travail au noir devrait être mise en place. Dans notre société actuelle, des milliers de petites exploitations embauchent, et n'arrêteront pas d'embaucher illégalement. Ce qui fausse la concurrence locale pour d'autres exploitations. C'est pour cela que je demande des sanctions sévères contre ces employeurs fraudeurs. Si une grande entreprise comme la mienne respecte la loi, tout le monde doit.